Cahier de doléances du Tiers État de d'Éterpigny (Pas-de-Calais)

Doléances et remontrances rédigées par les habitants composant la communauté d'Éterpigny, pour être remises au sieur Hilaire Parmentier, député par nous dans l'assemblée du 25 mars 1789, lesquelles seront présentées par ledit sieur à l'assemblée du 29 mars qui se tiendra à Douay.

1. Les États-Généraux rendus périodiques.
2. Un impôt général et territorial, non en nature mais en équivalent, qui sera payé par tous les individus du royaume pour subvenir aux charges de l'État.
3. Des États provinciaux à l'instar du Dauphiné, chargés de la répartition et de la perception des impôts, et les deniers versés directement au trésor royal.
4. Que les députés des campagnes soient en nombre égal à ceux des villes dans le Tiers-État qui assistera aux États provinciaux.
5. La répartition exacte des impôts selon les règles de la justice distributive, d'après l'avis des communautés qui indiqueront la valeur de chaque corps de terre.
6. Que cette répartition soit imprimée et rendue publique pour que chaque communauté, en cas d'inexactitude, puisse le faire réformer.
7. La suppression des Intendants.
8. La réforme dans la procédure civile et criminelle ; et qu'il n'y ait aucune distinction de peine pour aucun État.
9. La restitution et conservation des communes, marais, landes ou pâturages à la communauté, pour en jouir en commun. Car, outre le tiers que le seigneur a retiré dans les marais de la communauté, il s'est emparé et a envahi la plupart du restant, de sorte que les habitants, tant à la présente communauté que des voisines, après avoir exposé environ 20 000 florins pour le dessèchement de leurs deux tiers, se sont vus réduits à perdre le fruit de leurs espérances, ces deux tiers étant presque engloutis dans les propriétés du seigneur, de sorte que maintenant les communautés à qui appartenoient ces deux tiers sont réduites dans la plus affreuse misère : presque plus de bestiaux, plus de chauffage, chose dont la communauté est dépourvue et qui forme le principal objet du bonheur des habitants des campagnes.
10. La suppression de toute bannalité, corvées, etc.
11. L'abolition des droits seigneuriaux par un rachat.
12. La division des fiefs dans les familles roturières.
13. La suppression absolue du droit de franc-fief.
14. La nomination des gens de loi par la communauté assemblée, qui se prorogeront ou renouvelleront tous les quatre ans, pour en éviter le despotisme des seigneurs qui cassent et annulent leurs officiers à volonté, selon qu'ils sont guidés par leurs intérêts.
15. Le droit de chasse accordé à la communauté pendant six semaines par chaque année, seul moyen de remédier à la dévastation des campagnes produite par la trop grande quantité de gibier.
16. Le droit de plantis accordé aux particuliers le long de leurs terres aboutissant aux chemins publics.
17. Suppression de plantis dans les mêmes chemins, à cause qu'ils deviennent inhabitables et de trop grand

entretien.

18. Suppression des chemins inutiles au profit des communautés.

19. L'établissement d'un impôt sur les carrosses et équipages, laquais, chiens non nécessaires et autres objets plutôt de luxe que de nécessité.

Nous laissons à la prudence et conscience de notre député ci-dessus nommé de faire choix de deux députés pour l'assemblée nationale, hommes impartiaux. En foi de quoi nous avons apposé nos signatures, habitants d'Eterpigny, ci-jointes :

Le 25 mars, à une heure après dinè, après évocation faite solennellement de toute la communauté d'Eterpigny, en la forme ordinaire, par nous Martheloy, échevin d'Eterpigny, sur le refus du bailli d'assembler ladite communauté à Éterpigny, et attendu qu'il ne se trouve d'échevin que nous, Martheloy, avons procédé, nous Martheloy, en ladite communauté, selon l'édit de Sa Majesté publié et affiché à Eterpigny, à la nomination d'un député. En conséquence, avons nommé et nommons Hilaire Parmentier, et le chargeons de porter nos remontrances et doléances à l'assemblée qui se tiendra à Douai.

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures :